

# Plein cadre

Entretien

## « Le mépris pour les petites gens atteint des sommets »

Dans « Le Crépuscule de la France d'en haut », le géographe Christophe Guilluy évoque l'éviction des classes populaires des grandes métropoles. Un apartheid social et culturel lourd de menaces pour la démocratie

PROPOS RECUEILLIS PAR  
DOMINIQUE RICHARD  
d.richard@sudouest.fr

« Sud Ouest » Votre grille de lecture repose sur l'opposition entre la France des métropoles et la France périphérique. Comment avez-vous forgé ce concept ?

**Christophe Guilluy** Je travaille depuis plus de vingt ans sur les catégories modestes, celles qui ont du mal à boucler leurs fins de mois, les invisibles. Autrement dit, la majorité des gens. En étudiant leur répartition dans l'espace, des dynamiques apparaissent. 60 % de la population vit dans les zones rurales, dans les petites et moyennes villes à l'écart de la quinzaine de métropoles qui concentrent, elles, 75 % des richesses et les emplois les mieux rémunérés... Les statistiques officielles, celles de l'Insee, retiennent toujours la distinction urbain-rural, accréditant l'idée, à travers de belles cartes et de grosses taches rouges, que la métropole va tout absorber. Mais elles ne disent rien de ce divage.

Quelle est donc cette fracture sociale et territoriale ?

Regardez les prix de l'immobilier à Paris, Lyon ou Bordeaux. Auparavant, des ouvriers pouvaient devenir propriétaires. C'est fini. Ils n'ont plus accès au logement. Les espaces métropolitains leur sont interdits. Pour la première fois, les catégories modestes n'habitent plus dans les villes où se crée la richesse. Les territoires populaires se réduisent comme peau de chagrin et se limitent désormais aux enclaves de logements sociaux. Dans la ville-centre pour les petites mains du service

public, dans les banlieues pour les immigrés. 60 % d'entre eux résident dans les métropoles. Le marché crée les conditions de leur présence. Ils sont indispensables aux secteurs des services, du BTP ou de la restauration - demandeurs d'une main-d'œuvre peu qualifiée.

Pourtant, les métropoles sont souvent synonymes de diversité et d'ouverture...

La présence d'une population étrangère permet effectivement de mettre en avant cette image. Mais l'immigration et la diversité sont des paravents. Ceux qui vendent la société ouverte et font la promotion du vivre-ensemble se gardent bien de cohabiter avec les pauvres. Ils évitent leurs quartiers, habitent dans des immeubles socialement homogènes, ne mettent pas leurs enfants dans les mêmes collèges.

« Pour la première fois, les catégories modestes n'habitent plus dans les villes où se crée la richesse »

Partisans du libre-échange et de la diversité culturelle, les catégories supérieures ont érigé discrètement des frontières invisibles. On est dans l'entre-soi, le réseautage et le grégairisme social. C'est le retour de la citadelle médiévale, de la ville fermée.

Contrairement à l'image qu'il véhicule, le bobo à trottinette peut donc être violent ?

Il aime la ville, l'échange, l'autre. Il



affiche un altruisme souvent sincère. Il joue au « populo » dans les anciens quartiers ouvriers. Il adore le foot. Cette discipline vue il n'y a pas si longtemps comme le sport des beaufs et des prolos alcoolisés est devenue le spectacle de cette nouvelle bourgeoisie qui a chassé les pauvres des gradins. Qu'il vote Juppé à Bordeaux ou Hidalgo à Paris, le bobo, à quelques nuances près, défend la même idéologie : un capitalisme cool qui offre tous les avantages de l'économie de marché sans les inconvénients de la lutte des classes et relègue les catégories modestes à l'extérieur des territoires qui créent emplois et richesses.

Vous y voyez la fin du modèle républicain ?

Il ne fonctionne plus, même si la fanfare républicaine continue à jouer. La France se rapproche de la société américaine. Elle a adopté le modèle mondialisé, libéral et inégalitaire en pensant éviter ses conséquences sociétales. Elles sont là : la classe moyenne s'évapore, les disparités sociales et territoriales s'accroissent tandis qu'émerge une société multiculturelle sous tension travaillée par ses paranoïas identitaires. Plus personne ne souhaite être minoritaire dans un lieu donné. La logique de marché défendue par les gagnants de la mondialisation assè-

che l'emploi dans la France périphérique. En province, les villes-centres se meurent au moment où l'argent public se raréfie.

Comment réagissent les populations de la France périphérique ?

Elles font le constat de trente ans de leur propre vie. Les gens ont joué le jeu. Quoi qu'en dise la France d'en haut, ils n'avaient rien a priori contre la mondialisation. Le chômage et la précarisation sont leur lot, ils sentent bien qu'on n'a pas besoin d'eux pour faire tourner la boutique. L'idée d'un revenu universel ne signifie-t-il pas qu'on a renoncé à les intégrer économiquement ? Ils ne croient plus à la mondialisation pour tous, pas davantage à l'ascenseur social ; encore moins à la pensée magique qui leur promet que tout ira mieux quand ils seront connectés au réseau.

Comment cela se traduit-il ?

Par une lente désaffiliation politique, sociale et culturelle. Il n'est pas question de Grand Soir. Les radicalités s'expriment d'abord par la montée de l'abstention, la croissance du vote Front national ou le repli dans la religion. Confrontés à un modèle qui les insécurise, les classes populaires cherchent avant tout à protéger leur capital social, à préserver un réseau de solidarités fami-

Pour Christophe Guilluy, « les catégories supérieures [ici à Bordeaux] ont érigé discrètement des frontières invisibles ». PHOTO Q. SALINIER

liales ou amicales. La société hypermobile dont on nous rebat les oreilles est un mythe. Dans la France périphérique, plus de 60 % des gens vivent là où ils sont nés. Et la réaffirmation identitaire est perceptible dans l'ensemble des milieux populaires, quelles que soient leurs origines.

Peut-on espérer un jour recoller les morceaux ?

Sur le terrain, les élus locaux sont plutôt bons. Mais ils n'ont aucun pouvoir. Le discours de la France d'en haut ostracise les classes populaires. On surmédiatise le vote Front national. Ce qui permet de dire que les catégories populaires sont xénophobes, alors que le FN n'est qu'un symptôme du refus radical d'un monde mondialisé. L'antifascisme devient une arme de classe. Il confère une supériorité morale à des élites délégitimées. Le mépris pour les petites gens atteint des sommets. Si l'on veut casser ce séparatisme mortifère pour la démocratie, il n'y a pas d'autre solution que d'aller vers eux, pas d'autre solution que d'avoir pour priorité les gens modestes.

### PORTRAIT

Depuis près de vingt ans, Christophe Guilluy creuse imperceptiblement son sillon, fort de son expérience de terrain et loin de la pensée unique qui habite les amphithéâtres universitaires et les couloirs de Sciences Po. Ce géographe, consultant pour les collectivités locales, a forgé le concept de la France périphérique au travers de plusieurs ouvrages. Accueillis souvent fraîchement par le microcosme politico-médiatique parisien, ils ont rencontré un indéfectible succès critique. Il devrait en être de même de son dernier essai, « Le Crépuscule de la France d'en haut » (Flammarion,



16 €). Cet homme de gauche, passionné de géographie sociale, y explique de façon assez convaincante le décrochage entre les élites et les exclus du modèle mondialisé.